

Polio immunization suspended amid coronavirus pandemic.

by Associated Press Thursday, April 2nd 2020

LONDON (AP) — Health officials attempting to eradicate polio say they are being forced to suspend their mass immunization efforts amid the surging [coronavirus pandemic](#).

The [World Health Organization](#) and partners decided that for the next six months, all polio activities including national vaccination campaigns and house-to-house surveillance "should be suspended to avoid placing communities and frontline workers at unnecessary risk."

The announcement came after a meeting last week of the Polio Oversight Board, an expert body coordinated by WHO and partners.

The experts noted that while halting efforts to stop polio is necessary given the speed at which COVID-19 is infecting people globally, it will undoubtedly result in the increased spread of the paralytic disease and the numbers of children paralyzed by the virus.

The mass vaccination campaigns — which occur as frequently as every month — are critical to stopping polio, as eradication requires that more than 95% of children under 5 be immunized.

The global effort to wipe out polio began in 1988 and was intended to eliminate the disease by 2000. But the initiative has been hobbled by numerous problems including resistance to the vaccines, **outbreaks in some instances caused by the vaccines themselves** and little access to conflict areas in Pakistan, Afghanistan and Nigeria.

It will be up to individual countries to decide whether to suspend their vaccination campaigns, according to a note released after the polio meeting. Officials warned that stopping polio efforts will require scaled-up work once immunization activities can resume.

Polio is endemic in Afghanistan and Pakistan and continues to be a problem in about 10 other countries worldwide.

La justification ne serait que le risque de contagion Covid entre vaccinateurs et populations : il n'est pas envisagé que puisse se produire une réaction entre vaccin polio et coronavirus.

Mais il y a donc bien une contradiction avec l'avis de la HAS par exemple (de poursuivre le calendrier vaccinal comme si de rien n'était) qui passe sur le risque de contagion ou exige des précautions particulières pour les déplacements et mobilise des professionnels pour un acte sans urgence surtout pour ces temps de confinement, et ce, contre des maladies déjà rares.

Sur la recommandation HAS de suivre le calendrier vaccinal

Retenons 720 000 naissances par an en France, soumises à 6 injections, injections réalisées sur 250 jours ouvrés. Cela conduit à déplacer chaque jour 17 280 enfants + 17 280 parents à mettre en contact avec environ 3 756 médecins (5 injections par jour ?) à moins de 1 m de distance, y compris donc en temps de confinement... Certes les injections sont généralement faites à l'occasion de visites de routine, mais qu'on aurait admis de différer, sans faire courir de risque à la population.

L'Académie de médecine préconise un déconfinement par région

7 avril 2020 14 h 52

L'Académie nationale de médecine prône un futur déconfinement par région, avec de strictes restrictions sur les déplacements et le maintien de mesures de « *distanciation sociale* », dans une recommandation reçue ce mardi.

Elle recommande ainsi que « *la sortie du confinement soit décidée sur la base de la région et non par classe d'âge (et) que cette sortie ne soit autorisée que dans les régions dans lesquelles une décroissance nette du nombre des patients Covid-19 devant être hospitalisés et un retour des besoins de réanimation à l'état pré-épidémique sont observés* ».

La « *nette décroissance* » est une notion très vague... mais l'organisation par région est plus intelligente que par classe d'âge.

Le Danemark reste sceptique sur l'utilité du masque

Le pays, peu infecté, mise plus sur la distanciation sociale, car, selon ses experts, « le masque procure une fausse sécurité ».

SLIM ALLAGUI Le Figaro - mardi 7 avril 2020

ALORS QUE L'AUTRICHE et d'autres pays d'Europe centrale imposent le port du masque à la population pour lutter contre le coronavirus, le Danemark, par la voix unanime de ses experts, persiste à adopter une stratégie opposée. « C'est une illusion de croire que cette protection constitue un rempart contre le Covid-19 pour les citoyens. Elle procure une fausse sécurité et peut dans le pire des cas propager le virus », affirme le professeur Brian Kristensen, chef de l'unité centrale des infections et de l'hygiène à l'Institut de sérologie d'État (SSI). « À ma connaissance très peu de Danois se promènent masqués dans l'espace public, et c'est une bonne chose », confie-t-il au Figaro. De fait, dans les rues, places, parcs et autour des lacs de Copenhague, la vue d'un promeneur le visage masqué est rare. « Les experts sanitaires nous le déconseillent et nous recommandent plutôt de respecter les gestes barrières, et nous leur faisons confiance », déclare Bent, un sexagénaire en promenade sur un quai du port de la capitale.

Pour l'épidémiologiste Kristensen « il n'existe aucune étude montrant l'efficacité des masques dans les lieux publics ». « Garder ses distances, se laver les mains régulièrement et rester à la maison en cas de symptômes constituent le meilleur barrage contre la contagion », martèle-t-il.

Même pour les irréductibles, « le port d'un masque professionnel, pour être efficace, ce qui est rare à trouver, n'est pas aussi facile que porter des lunettes », dit-il. « Il faut le mettre soigneusement, le changer souvent, car il devient humide et s'en débarrasser précautionneusement pour ne pas contaminer son entourage », rappelle-t-il. Quant aux simples masques en papier, « ils sont inutiles, voire dangereux, car ils ont une grande cavité au niveau des joues permettant au virus d'y entrer et d'en sortir ». Tout aussi sceptique, le professeur Allan Randrup Thomsen, de l'Institut d'immunologie et de microbiologie à l'université de Copenhague, estime que les effets du port du masque au sein de la population sont « faibles, voire très faibles ». « Les études à ce sujet n'apportent aucune preuve scientifique que le masque aide à se protéger dans l'espace public », dit-il.

Mise en danger

Il met en garde contre cette protection « faussement rassurante », qui « risque d'avoir l'effet contraire, car elle peut créer un faux sentiment de sécurité ». « Son porteur est tenté de ne plus respecter la distance si importante à garder avec les autres, se mettant ainsi en danger et son entourage ». Un avis partagé par un autre expert, le virologue Riis Paludan de l'université d'Aarhus, qui défend néanmoins le port du masque pour réduire la propagation du virus, à condition qu'il « soit équipé de filtres spéciaux capables

d'arrêter les gouttelettes microscopiques qui peuvent transmettre une infection au coronavirus d'une personne à une autre. Et ce type de masque est une denrée rare sur le marché. »

Se félicitant du comportement des Danois qui suivent les conseils des experts dans cette crise, le professeur Kristensen entrevoit « une lueur d'espoir », constatant que « la courbe de l'épidémie s'aplatit depuis ces 4 derniers jours avec un ralentissement de la propagation du virus » qui a contaminé 4 647 personnes et fait 187 victimes.

Le confinement, remède pire que le mal ?

RENAUD GIRARD Le Figaro - mardi 7 avril 2020

La pandémie actuelle multiplie les incertitudes. Le virus mutera-t-il de manière importante ? Si oui, cette mutation augmentera-t-elle sa dangerosité pour l'homme ou transformera-t-elle la maladie en un rhume inoffensif ? Y aura-t-il un rebond à l'automne ?

Il y a cependant une chose qui est déjà certaine : **le Covid-19 ne bouleversera pas les statistiques de la mortalité mondiale pour l'année 2020.** Soixante millions de personnes meurent chaque année dans le monde (dont 600 000 en France, soit 11 500 par semaine) et l'épidémie de Covid-19 ne changera pas ce chiffre significativement. **La grande majorité des victimes seront des personnes âgées ou des patients dont le système immunitaire a été affaibli par d'autres pathologies. En France, l'âge moyen des décédés du Covid-19 est de 81,2 ans. Au Luxembourg, il est de 86 ans.**

Sur son site, la BBC a consacré un article entier à **la mort d'une petite fille de 5 ans.** Le média de référence britannique nous dit que la fille souffrait d'une autre pathologie, sans préciser laquelle. La mort d'un enfant est toujours un scandale. C'est injuste et horrible. Mais ce sont des choses qui arrivent. Six millions d'enfants de moins de 15 ans meurent chaque année dans le monde. **Tout en étant factuel, l'article de la BBC alimente inconsciemment la psychose collective en faisant passer un message subliminal : les enfants en meurent aussi ! Or la réalité statistique est tout le contraire : le virus est quasiment inoffensif pour les enfants.** Plus tard, il faudra que les sociologues analysent soigneusement le rôle qu'ont joué les médias dans l'émergence d'une psychose mondiale face à une maladie peu létale.

Les décès provoqués par le Covid-19 dépasseront la centaine de milliers de personnes. Cela fera des centaines de milliers de familles dans la peine, ce qui est évidemment bien triste. Mais il faut savoir raison garder. **Bien avant l'apparition du coronavirus 2 du syndrome respiratoire aigu sévère (Sars-CoV-2), les bronchopneumopathies obstructives classiques tuaient déjà beaucoup. En 2016, elles ont fait 3 millions de morts, selon l'OMS. Cette année-là, on n'a pas pour autant arrêté l'économie de la planète.**

L'année dernière, les accidents de la route ont tué plus de 1 million de personnes dans le monde. On n'a pas pourtant interdit la circulation. Heureusement, on réduit le nombre des tués sur la route par des actions ciblées (limitations de vitesse, mesures pénales contre l'alcool au volant, airbags dans les voitures, réfection des routes, etc.). Contre le Covid-19, il faut aussi recourir à des actions ciblées (dépistage de masse, isolement et soin des personnes infectées, équipement des hôpitaux en respirateurs, etc.). **Tout cela en attendant la mise au point d'un vaccin.**

En revanche, la mortalité mondiale pourrait très bien augmenter à cause de la désorganisation du monde que provoquerait un confinement général prolongé. **Le remède risque d'être pire que le mal. Les récessions économiques diminuent l'espérance de vie.** La très grande majorité des États de la planète ne bénéficient pas d'un État-

providence soignant les malades gratuitement. Beaucoup de familles appauvries par la crise devront renoncer à recevoir des soins (pour tant d'autres pathologies) qu'ils auraient pu payer en temps normal.

Le péril le plus grave est la déstructuration des chaînes d'approvisionnement de produits agricoles, paralysées par le confinement des pays exportateurs. L'Afrique, par exemple, est devenue très dépendante de l'extérieur pour son alimentation. Certains pays le sont en raison de leur démographie incontrôlée (l'Égypte), d'autres parce que leur régime a négligé l'agriculture (l'Algérie). Par malchance, les pays d'Afrique de l'Est et des Grands Lacs viennent de voir leurs cultures ravagées par une invasion de milliards de criquets pèlerins. Les essaims font la taille du Grand Paris et dévorent quotidiennement l'équivalent nutritif de ce que consomment les Parisiens. Ce fléau va provoquer une famine qui tuera bien davantage que le Covid-19. Curieusement, les médias en parlent très peu : le premier est une plaie pour pays pauvres, le second une maladie de pays riches.

Dans une crise où seuls les États-nations ont démontré leur capacité à agir efficacement, espérons que les gouvernements, du Sud comme du Nord, sauront considérer avec sang-froid la réalité de la pandémie. Dans le Covid-19, c'est souvent l'excès de réaction du système immunitaire qui finit par tuer le patient. Ne reproduisons pas, dans la géopolitique, cette erreur de la nature ! Gardons notre sang-froid et abstenons-nous de mesures politiques radicales dangereuses pour l'avenir à moyen terme de toute notre planète !

L'auteur adopte néanmoins sans autant de réflexion l'antienne : "Tout cela en attendant la mise au point d'un vaccin." Déjà en passant à pieds joints sur les espoirs thérapeutiques (polémique mise à part) et diverses mesures plus ou moins spécifiques de prévention (éliminer la source, la contenir...). S'en remettre une fois de plus à un vaccin avec toutes ses incertitudes et ses risques propres, c'est implicitement accepter la multiplication sans limites d'actes médicaux invasifs dont l'accumulation dans l'organisme n'est pas innocente.

[Perspectives on the Pandemic | Professor Knut Wittkowski | Episode 2](#)

3 avril 2020 41 min 30 s

Professor Knut Wittkowski, for twenty years head of The Rockefeller University's Department of Biostatistics, Epidemiology, and Research Design, says that social distancing and lockdown is the absolutely worst way to deal with an airborne respiratory virus. Further, he offers data to show that China and South Korea had already reached their peak number of cases when they instituted their containment measures. In other words, nature had already achieved, or nearly achieved, herd immunity.

Professor Wittkowski urges that the schools be open now, so that the virus may spread harmlessly among the young, and thus shorten the amount of time the elderly and immune compromised must be sequestered. Our current course, he warns, will only prolong the crisis and likely guarantee a 'second wave' of infections in the Fall.

26 mars 2020 63 min

Dealing with Coronavirus, a fiasco in the making? As the coronavirus pandemic takes hold, we are making decisions without reliable data.

Ces deux vidéos sont indexées.

[La Suède et les Pays-Bas ne confinent pas leurs habitants, et c'est très culturel](#)

LeHuffPost Ajoutée le 3 avril 2020 4 min 54 s

Les deux pays ont décidé d'opter pour des mesures plus ou moins strictes, mais n'envisagent pas, *a priori*, de confiner totalement leur population.

[Avec une médecin française aux Pays-Bas.](#)

[Noam Chomsky : Coronavirus - What is at stake? | DiEM25 TV](#)

DiEM25 28 mars 2020 33 min Anglais. Sous-titres français.

[Chomsky, 92 ans, s'exprime bien, mais il faut prêter l'oreille.](#)

[« Le gouvernement grec a anticipé très tôt la crise du coronavirus » - Entretien avec Olivier Delorme](#)

Pierre-Henri Paulet par téléphone 4 avril 2020

Agrégé d'histoire, romancier et essayiste spécialiste du monde hellénique, Olivier Delorme est l'auteur de nombreux ouvrages, dont une *Histoire de la Grèce et des Balkans* (en trois volumes, éd. Gallimard, coll. « Folio »). Confiné dans sa résidence de l'île de Nisyros, il a répondu aux questions de *Voix de l'Hexagone* sur la situation de la Grèce en temps de crise.

Propos recueillis par **Pierre-Henri Paulet** et **Ella Micheletti**.

***Voix de l'Hexagone* : Selon les chiffres officiels, l'Europe est le continent le plus touché par le Covid-19. Parmi les pays du Sud, la Grèce semble pour l'instant relativement épargnée avec environ 1 600 cas et une soixantaine de morts à l'heure où nous parlons. Quelles mesures ont été prises sur place ?**

Olivier Delorme : Après un passage à Paris, je suis revenu en Grèce le 15 mars, juste avant l'établissement de la quarantaine pour les étrangers. Cette mesure arrivait après beaucoup d'autres. La Grèce est un pays pour lequel les modèles mathématiques prédisent qu'il sera parmi les deux ou trois à s'en sortir le mieux en Europe. Le gouvernement a réagi très vite, alors que le nombre de cas était très bas. Les fermetures d'écoles, d'universités, de crèches, de commerces autres que les commerces de bouche ont été très rapidement décidées. Alors que seulement quelques centaines de cas étaient recensés, le gouvernement grec a pris des mesures importantes. Par comparaison, la France a réagi à chaque étape entre dix et quinze jours après la Grèce. La deuxième explication, c'est que les frontières ont été mises sous surveillance à partir du 16 mars, car, contrairement à ce que disent les ministres français, le virus ne se moque pas des frontières. À partir de cette date, les étrangers arrivant sur le sol grec étaient placés en quarantaine pour deux semaines dans des hôtels dédiés. Quelques jours après, les Grecs revenant de l'étranger ont été soumis au même régime, notamment des ressortissants revenus de Catalogne dans un avion spécial affrété par le gouvernement. Il y avait d'ailleurs une vingtaine de contaminés dans cet avion qui ne se sont donc pas dispersés dans la nature.

VdH : La Grèce a donc instauré, elle aussi, un confinement...

O.D. : Les fermetures de commerces sont intervenues dans la deuxième semaine de mars. Ne sont restés ouverts que les commerces alimentaires ou délivrant des repas à emporter. Les restaurants, les bars et autres lieux de convivialité (cinémas, théâtres...) ont été fermés très vite. Le confinement s'est concrétisé petit à petit à partir de mesures prises tôt. Quand je suis rentré de mon séjour en France, j'ai pris un avion Paris-Athènes, puis un avion Athènes-Kos. À Kos, tout était fermé. J'ai attendu un bateau pendant trois heures. Personne n'était dehors ! Le confinement « officiel » a été instauré pendant la troisième semaine de mars, mais en réalité toute l'activité sociale s'était déjà arrêtée avec les mesures prises dans les jours précédents. Désormais, comme en France, il est nécessaire d'imprimer une attestation pour déclarer qu'on sort se promener, faire des

courses ou se rendre à la pharmacie.

Il faut ajouter que les foyers ont été identifiés efficacement. Ainsi, dans le nord de la Grèce, plusieurs habitants de la ville de Kastoria, spécialisée dans le commerce des fourrures, s'étaient rendus à un salon de la fourrure à Milan et sont à l'origine du premier foyer. Un deuxième foyer est né d'un retour de pèlerinage en Terre sainte. Une fois ces deux premiers foyers identifiés, des mesures spécifiques ont été prises sur place. Le troisième foyer, apparu dans un village de Thrace, a été l'objet d'un confinement local, avec la police et les pompiers réquisitionnés pour ravitailler les habitants.

Tout cela explique que la diffusion du virus s'est faite en Grèce beaucoup plus lentement qu'ailleurs. La courbe épidémique n'est pas exponentielle comme dans d'autres pays. Depuis plusieurs jours, le nombre de contaminations quotidiennes est en dents de scie, variant entre 25 et 100 nouveaux cas.

VdH : Les politiques d'austérité budgétaires imposées par la fameuse Troïka (FMI-BCE-Commission européenne) seraient à l'origine d'un effondrement de la qualité des soins ces dernières années. Cette vigilance particulière des autorités nationales en période pandémique s'explique-t-elle par la fragilité du système de santé grec ?

O.D. : Il est absolument certain à mes yeux que si le gouvernement a réagi si vite et si fort, c'est qu'il avait la conscience que, sans cela, la situation deviendrait tragique en Grèce en raison de l'état du système de santé, mis à genoux au cours de la dernière décennie par les politiques d'austérité. Avant le début de la crise grecque en 2010, le système de santé était classé parmi les meilleurs du monde par l'OMS. Or, il a été sinistré par les politiques euro-allemandes, à un point que l'on ne peut imaginer en France... L'été dernier, à Athènes, le plus grand hôpital du pays n'avait plus un seul appareil de coronographie fonctionnel... Dans un hôpital du Pirée, les plafonds se sont effondrés, car il n'y avait pas eu de travaux depuis dix ans. On manque aussi de matériel de base. Des patients cancéreux sont renvoyés chez eux faute de chimiothérapie disponible... L'appareil de santé se retrouve dans un état lamentable et il est donc absolument évident que le gouvernement a compris qu'il devait réagir très efficacement. De plus, la Grèce est un pays qui, comme l'Italie, enregistre une diminution de la natalité (passée de 10,6 à 8 pour 1 000 entre 2009 et 2015) et un vieillissement de sa population. Le taux de mortalité était en 2009 de 9,8 pour 1 000, il a été calculé en 2015 à 11,0 pour 1 000. Les Grecs ont été fragilisés par les baisses à répétition des retraites et par la hausse de l'insécurité alimentaire. La mortalité a explosé ces dernières années. Enfin, 500 000 personnes, pour un pays de 11 millions d'habitants, ont émigré pour trouver de meilleures conditions de vie ailleurs. Sont partis des gens très bien formés, dont beaucoup de médecins, anesthésistes, dentistes et autres spécialistes, vers la Suède, le Canada, les États-Unis ou l'Australie pour bénéficier de conditions de travail acceptables. **« Il est absolument certain que si le gouvernement a réagi si vite et si fort, c'est qu'il avait la conscience que, sans cela, la situation deviendrait tragique en Grèce en raison de l'état du système de santé, mis à genoux par les politiques d'austérité »**

La Grèce s'est donc retrouvée à la fois avec un manque de personnel et un manque de structures. Des milliers de lits et nombre de blocs opératoires ont été fermés. Le gouvernement arrivé au pouvoir l'été dernier avait une idée tout à fait claire de cette situation et du risque d'une catastrophe encore pire que celle que connaît l'Italie. Les équipes médicales grecques sont pourtant de grande qualité, avec des médecins de réputation internationale incontestable. C'est notamment le cas du professeur Tsiodras qui gère aujourd'hui l'épidémie au quotidien, aux côtés du ministre de la Santé.

Manifestement, cet homme reconnu a inspiré au gouvernement en temps et en heure les

bonnes décisions. La Grèce est aujourd'hui dans une situation inespérée. Dernière chose : le gouvernement a, dès le mois de janvier, mis en place un plan pour dédier des hôpitaux dans chaque province du pays avec des lits bloqués pour accueillir les patients du coronavirus. Des cliniques privées ont également été réquisitionnées et affectées uniquement au traitement du coronavirus pour que les malades de ces établissements ne soient pas en contact avec d'autres patients. Des moyens militaires ont été mis à contribution, en affectant des lits dans des hôpitaux de l'armée. Tout cela fait qu'aujourd'hui les capacités d'accueil sont très supérieures au nombre de personnes qui arrivent en soins intensifs. Le professeur Tsiodras a déclaré tout récemment que 90 personnes étaient placées en soins intensifs, un chiffre stable depuis une dizaine de jours. Les entrants équilibrent les sortants. Pour l'instant, les hôpitaux ne sont pas débordés parce que le gouvernement a anticipé très tôt la crise du coronavirus, contrairement à ce qui s'est passé en France, où tout est décidé au jour le jour sans aucune anticipation.

VdH : Quel regard porte la société grecque sur la gestion de la crise sanitaire actuelle par l'Union européenne, notamment son indifférence initiale au sort de l'Italie ?

O.D. : Tout d'abord, je veux souligner que les Grecs ont une vision très positive de la gestion de la crise par leur propre pays. Les sondages donnent des chiffres de l'ordre de 85 % de citoyens satisfaits par rapport à la gestion de la crise par le gouvernement, ce qui est absolument remarquable quand on sait ce qu'est la violence du débat politique en Grèce et à quel point la société est politiquement divisée... Qu'un gouvernement parvienne à recueillir ce taux de satisfaction – qui dépasse très largement la base électorale du parti du Premier ministre – cela en dit long sur la manière dont les Grecs reconnaissent les efforts accomplis.

Ensuite, il y a dans la société hellénique depuis dix ans un euroscepticisme croissant. Il existe aujourd'hui le sentiment que, comme précédemment à l'égard de la Grèce, l'Europe du Nord méprise, ignore ou ne veut pas savoir ce qui se passe en Europe du Sud. Je vais illustrer ma réponse par une anecdote... Je vis dans un village de 17 habitants sur une île de 800 habitants, pour l'instant épargnée par le virus. J'ai l'habitude de discuter avec le boulanger, qui passe au village deux fois dans la semaine. Vendredi, en parlant avec lui de l'épidémie, nous en sommes venus à évoquer l'Italie... Il m'a alors glissé : « *Les Européens font avec les Italiens et les Espagnols comme avec nous il y a dix ans. Ils regardent ailleurs... De toute façon, maintenant, l'Europe, c'est fini.* » J'avoue que c'est la première fois que j'entends cela en Grèce depuis dix ans. J'avais entendu beaucoup de critiques sur l'Europe, mais toujours tempérées ; jamais ce type de propos, si spontanément formulés. Même dans la classe politique, on note une espèce de découragement vis-à-vis de l'Allemagne et des Pays-Bas, y compris parmi les plus européens. Ainsi, Yanis Varoufakis a déclaré il y a quelques jours qu'il n'y avait plus rien à attendre de cette Europe que de mauvais... Et je crois que l'entretien qu'Alexis Tsipras a accordé au *Monde* ne s'inscrit guère dans une tonalité plus positive. Le Premier ministre conservateur Kyriákos Mitsotákis a dit dès le début de la crise que le gouvernement ne tiendrait plus compte de la règle de limitation des déficits à 3 % du PIB.

Il y a donc un délitement, aujourd'hui, de l'image de l'Union européenne en Grèce absolument inédit. Surtout que les Grecs venaient de mesurer, une fois de plus, l'absence totale de solidarité européenne au moment de la crise des migrants. [...]

VdH : D'après les informations diffusées dans les médias français, la « thérapie de choc » imposée à la Grèce ces dernières années aurait commencé à produire des

effets bénéfiques. Qu'est-ce qui, objectivement, va mieux dans le pays depuis la crise de 2010-2015 ?

O.D. : « *La Grèce va mieux !* » : c'est une vaste rigolade ! Il n'y a guère que les journalistes français qui doivent croire à ce qu'ils publient dans leurs colonnes... Car, non, la Grèce ne va pas mieux... Elle n'a connu aucune reprise économique. Après avoir perdu 30 % de son PIB, elle n'a dû regagner que 2 %... Le chômage reste un chômage de masse et n'a baissé à la marge que parce que 500 000 Grecs, comme je l'expliquais auparavant, se sont exilés. Un tiers de la population se situe en dessous du seuil de pauvreté et un deuxième tiers est menacé de l'atteindre. La dernière saison touristique a été très mauvaise après une année où la Grèce avait bénéficié d'un tourisme inhabituel, en raison du contexte terroriste dans d'autres pays. Mais cela n'a pas été durable. À cause de l'euro, le tourisme grec n'est plus compétitif dans le bassin méditerranéen. En outre, le pays ne produit plus rien. Son agriculture a été touchée de plein fouet par les sanctions contre la Russie, pays qui offrait un débouché majeur pour ses produits frais. La dette n'a toujours pas baissé par ailleurs. De 120 % du PIB il y a une dizaine d'années, la dette a grimpé à 180 % et elle y est toujours...

Tout a lamentablement échoué. Un scénario en « V », une forte récession suivie d'une forte reprise, avait d'abord été promis : il ne s'est pas produit. Un scénario en « U », une forte récession, suivie d'une période de stagnation puis d'une reprise, a ensuite été annoncé : il ne s'est pas produit. En réalité, la récession a été forte et la stagnation qui s'ensuit est ponctuée de faibles reprises, essentiellement techniques. Les économistes appellent cela : « le rebond du chat mort »... Ce phénomène apparaît lorsque l'on a tellement détruit de richesse il faut en recréer un peu, restocker, pour répondre à la demande ; mais celle-ci n'étant pas soutenue reste trop faible pour entretenir une croissance durable.

Alors pourquoi les médias français ou la Commission européenne – dont on se demande quel rapport ils entretiennent avec la réalité – disent-ils que la Grèce va mieux ? Simplement parce qu'elle a obtenu le droit de se ruiner à nouveau par des emprunts sur les marchés financiers... J'ai fait tout à l'heure l'éloge du gouvernement actuel en matière de gestion de la crise sanitaire ou de la crise migratoire... Reste à savoir comment il gèrera l'après-crise... Le seul moteur de l'économie grecque qui fonctionnait encore un peu était le tourisme. Mais cette année, évidemment, la saison touristique qui devait s'ouvrir maintenant risque d'être catastrophique. Les réservations en hôtel doivent être nulles et on ne sait quand reprendront les vols internationaux. Qu'en sera-t-il de l'été à venir ? Bref, la situation économique est tragique. Pour l'instant, le gouvernement a donné l'autorisation aux entreprises de faire des roulements parmi les salariés en ne versant que 50 % des salaires et l'État lui-même va distribuer des aides à un certain nombre de professions particulièrement touchées. Mais des baisses de salaires de l'ordre de 20 à 50 % commencent aussi à être évoquées après la crise alors que le salaire moyen en Grèce est d'environ 450 euros. Puisque le gouvernement Syriza, soi-disant de gauche, a fait sauter tout le code du travail sous pression européenne, la plupart des travailleurs ne perçoivent pas leur salaire régulièrement... Ils le touchent quand le patron veut ou peut le verser... Certaines personnes sont payées tous les trois, quatre ou cinq mois... D'autres ne touchent pas leur salaire en totalité, d'autres encore sont en partie payées en bons d'achat. Certains salariés sont contraints par leur patron qui les accompagne à la caisse automatique, de restituer en liquide une partie du salaire déclaré par l'entreprise ! On voit, enfin, de plus en plus de gens qui adoptent une économie de subsistance en remettant en culture un lopin familial ; non pas par volonté de revenir aux circuits courts, mais uniquement parce qu'ils cherchent un moyen de survivre. La

question de l'après-crise va être extraordinairement épineuse pour toutes ces raisons. Comment va faire toute une partie de la population, qui ne se chauffe déjà plus l'hiver, pour manger ?

» ***'La Grèce va mieux !' : c'est une vaste rigolade ! Il n'y a guère que les journalistes français qui doivent croire à ce qu'ils publient dans leurs colonnes... Car, non, la Grèce ne va pas mieux... Elle n'a connu aucune reprise économique.*** »

Si tout cela permet au magazine *Le Point* ou à M. Pierre Moscovici de dire que la Grèce va mieux, alors j'ignore dans quel monde évoluent ces gens... Dans les villes, entre 20 et 30 % de la population continuent à vivre « normalement », suivant les standards occidentaux. Le reste de la population est invisible pour les journalistes qui viennent sur le terrain, s'installent à une terrasse de café dans le centre d'Athènes, échangent avec des correspondants sur place qui leur amènent des personnalités à interviewer, avant de reprendre leur avion... La stratégie européenne en Grèce a échoué totalement, avec hélas la collaboration d'un parti de gauche radicale qui a été l'un des plus zélés pour mettre en œuvre les politiques austéritaires. La Grèce ne va pas mieux ; elle va de pire en pire, en réalité.

L'effet immunisant de la chloroquine mis à mal par une nouvelle étude

Barthelemy Philippe Publié le 06/04/2020 à 18 h 58

Coronavirus : L'étude qui démontre l'inefficacité de la chloroquine

Vivre sainement Vidéo Ajoutée le 7 avr. 2020

« Capital » a publié hier soir un article sur une pseudo-étude démontrant l'inefficacité de la Chloroquine. Alors nous allons décrypter cet article pour prouver la supercherie non seulement de la pseudo-étude, mais encore plus, du nid de mensonges, d'approximations et « d'oublis » du magazine.

Cette vidéo aborde également l'action du ministre de la Santé Olivier Véran pour faire annuler la décision d'un Tribunal administratif qui voulait forcer l'ARS à stocker de la chloroquine et des tests.

C'est absolument scandaleux ! Partagez un max cette vidéo avant qu'elle ne soit censurée.

MON DIEU, C'EST SIBETH ! (Parodie Anthony Joubert) - YouTube

<https://www.youtube.com/watch?v=yRCGMpWy-G8>

<https://m.youtube.com/watch?v=yRCGMpWy-G8&feature=youtu.be>

LES TONTONS CONFINÉS

Rions Con Finement Ajoutée le 2 avr. 2020

Où l'on découvre comment le professeur Raoul(t) a mis au point son traitement contre le COVID-19. Librement inspiré de la mythique scène de la cuisine des tontons flingueurs. Produit en mode dégradé.



t'ai dit se laver au
savon, pas à l'eau
de jav...

Ta gueule